

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	7
Allocutions d'accueil Christine BERTRAND, Charles-André DUBREUIL, Christian CHALINDAR	9
Introduction Florence FABERON.....	13

PREMIÈRE PARTIE LA MOBILITÉ : UNE EXIGENCE SOCIALE AU DÉFI DU DROIT

L'insularité et ses parcours

Éric LE BRETON	21
I. Les insulaires, esquisse d'un portrait.....	21
A. Un changement d'échelle territoriale.....	22
B. Insulaires : une combinaison de critères	22
C. Des espaces rétrécis et enclavés.....	23
II. Le rétrécissement territorial de soi – Trois modèles.....	25
A. Le déracinement.....	26
B. La coupure	27
C. Du désapprentissage au repli	29

Se mouvoir, une exigence sociale.

Droit à la mobilité, droit d'ancrage et pouvoir de démobilisation

Yves JOUFFE	31
I. Droit à la mobilité individualisé face à une exigence socialement située	32
A. Reconnaître les précarités	32
Précarité méconnue.....	32
Précarité multiple	33
Tactiques fragiles	34
B. Conjurer la précarité	34
Pour un soutien multidimensionnel, individualisé et prolongé.....	34
Consolider l'assistance déconcentrée, lui ajouter l'assurance institutionnelle.....	35
II. Droit d'ancrage face au droit à la mobilité obligée	35
A. Des droits sous conditions	35
Liberté de circulation toujours à conquérir	35
Extension du droit au transport.....	36
Droit à la mobilité comme droit au transport pour l'insertion socialement utile	36
Droit à la mobilité contre le choix autonome de la mobilité.....	37
B. Autonomie, résistance, ancrage	38

Droit de résistance à l'injonction de mobilité	38
Droit d'ancrage comme droit de fonder un lieu propre	39
III. Pouvoir d'agir face au pouvoir de mobilisation	39
A. Contrôler les conditions de la mobilité	39
Pouvoir agir sur les institutions qui imposent la mobilité.....	39
Exigence de mobilité quotidienne et contrôle de la main d'œuvre.....	40
Le chômage et l'automobile renforcent le pouvoir de mobilisation	41
B. Pouvoir collectif contre les soumissions individuelles	42
Soumission individuelle au pouvoir de mobilisation.....	42
Du droit individuel au pouvoir collectif.....	43
Conclusion : du droit à la mobilité au pouvoir d'agir	43

**Inégalités socio-spatiales et de mobilité :
entre ville et monde rural, l'équité en question ?**

Silvia ROSALES-MONTANO.....	45
I. Le « droit à la mobilité » en transition.....	45
A. D'une « exigence sociale » à une « exigence sociétale ».....	45
B. Une transition souhaitable rendant compte d'un nécessaire « droit universel » à la mobilité.....	46
II. Un « droit à la mobilité » pour tous et soutenable fragilisé.....	47
A. D'un droit plus tangible pour les populations actives urbaines et de la nécessité de disposer d'un élément régulateur des iniquités.....	47
B. Un modèle d'organisation territoriale en question.....	48
III. Pour un droit universel à la mobilité	49
A. Matérialiser une aide personnalisée à la mobilité et renforcer la connaissance de la mesure des inégalités.....	49
B. Construire un « droit à la mobilité et à la ville » et concevoir des politiques publiques locales transversales intégrant les inégalités	50
Conclusion.....	51

Droit et mobilité : vers la consécration d'un droit à la mobilité ?

Karime M. CHIDJOU.....	53
Introduction	53
I. La mobilité au risque du droit.....	55
A. Droit et mobilité. Essai de définition juridique d'une notion « plurielle »	55
Une notion aux significations multiples	55
Pour une définition juridique de la mobilité	56
B. La mobilité : un « droit à » ou un « droit de » ?	57
Droits libertés et droits créances	57
La mobilité. Un nouveau droit-crédence ?.....	59
II. La mobilité saisie par le droit	59
A. La mobilité, condition essentielle d'une participation entière à la citoyenneté	60
La mobilité comme modalité de réalisation de l'égalité citoyenne	60
Un moyen d'accès de l'individu aux ressources diversifiées	62
B. La mobilité comme mesure de l'insertion socio-professionnelle des publics en difficulté.....	62

Favoriser les déplacements des publics précaires pour leur employabilité.....	62
Les initiatives des associations d'insertion par l'activité économique.....	63
Conclusion.....	64
Le droit à la mobilité : entre leviers et effectivité	
Florence FABERON.....	65
I. Vers un droit à la mobilité.....	67
A. Des droits et des politiques supports pour affirmer un droit global à la mobilité.....	67
B. Un cadre juridique préexistant et des initiatives publiques et privées plurielles pour préparer un droit global à la mobilité.....	70
II. Pour un droit à la mobilité effectif.....	72
A. Des freins et des défis à relever.....	72
B. Des compétences et une demande nécessaire.....	74
Conclusion.....	75
Débats.....	77

SECONDE PARTIE
LES EXPÉRIENCES DE LA MOBILITÉ :
DES ACTEURS ET DES ACTIONS AU SERVICE DES PERSONNES

Apprendre la mobilité	
Éric LE BRETON.....	89
Introduction : La mobilité comme capabilité.....	89
I. Lire et vivre la ville.....	90
A. La ville illisible.....	90
B. La cognition de l'espace.....	93
II. La mobilisation d'un ensemble de savoirs et de savoirs-faire.....	95
A. Du dépaysement au transpaysement.....	96
B. Des sociabilités mobiles et du rapport émotionnel à l'espace.....	98
Conclusion.....	100
Témoignages.....	101
Le dispositif insertion par la mobilité de l'association FIT	
Elsa MARION et Céline SERMÈZE.....	105
Introduction : un contexte et un dispositif au service d'une exigence d'insertion.....	105
I. Une démarche et un contenu au service des personnes.....	106
A. Un suivi individualisé.....	106
B. Des activités progressives et transversales.....	107
II. Des compétences mobilisées.....	109
A. Une équipe projet mobilisant différentes compétences.....	109
B. L'évaluation des compétences acquises.....	109

La centrale de mobilité dédiée à l'insertion professionnelle et au maintien dans l'emploi de Marseille	
Anne-Laure NARDONE.....	111
I. Une réponse durable : la centrale de mobilité	112
II. Un dispositif prenant en compte l'ensemble des acteurs.....	114
La Fédération des associations de la route pour l'éducation : la valeur ajoutée d'un réseau	
Catherine LESTRE DE REY	115
Introduction : l'expérience d'une Fédération des acteurs associatifs dans le domaine de la mobilité comme creuset pour l'innovation	115
I. La recherche-action comme vecteur de transférabilité des pratiques sociales.....	117
A. Un contexte : la mobilité, un enjeu majeur d'insertion.....	117
B. Une démarche, la plateforme solidaire d'aide à la mobilité	118
II. Proximité et territoires d'intervention	120
A. Le processus de régionalisation	120
B. Zoom sur le Rhône-Alpes et le Massif central : deux exemples instructifs.....	120
III. Demande sociale et Label qualité, des exigences	122
A. Répondre à la demande sociale.....	122
Auto-écoles sociales.....	123
Garage solidaire	123
Location sociale de 2 ou 4 roues.....	124
Transport solidaire à la demande	124
Conduite supervisée.....	124
Plateforme de mobilité	125
Formation, accompagnement à la mobilité	125
B. La démarche qualité, le cœur d'une innovation réussie.....	126
Principes directeurs.....	126
Un label et des modalités d'évaluation du point de vue de sa conception (normative ou aidante).....	126
Pourquoi et comment s'engager dans une démarche de labellisation ?	128
Conclusion : coopérer c'est interagir	129
Les actions du département du Puy-de-Dôme pour favoriser la mobilité des personnes en situation d'insertion	
Annie PASQUET.....	133
I. Soutenir la mobilité, une constante.....	133
II. La mobilité comme enjeu central, la plateforme mobilité comme réponse globale	134
Conclusion	
Gérard GUIÈZE	137
Table des matières	143